

MARCHE MONDIALE DES FEMMES

BULLETIN DE LIAISON



SOMMAIRE

Éditorial.....	01
Le Plan Stratégique de la MMF.....	03
Forum Social Mondial Nairobi.....	04
Forum Nyéléni sur la Souveraineté Alimentaire.....	06
Procès d'une Philippine contre un militaire américain.....	07
Des reculs pour les femmes au Québec.....	09
Référendum sur l'avortement au Portugal.....	10
Contre le Sommet du G8.....	12
Prochain numéro.....	13

ÉDITORIAL

Chères amies,

Beaucoup de temps s'est écoulé depuis notre dernier bulletin, en octobre 2006. Pardon pour notre manque de communication, mais nous sommes en train d'organiser notre Secrétariat international au Brésil et, en même temps, de poursuivre les nombreux processus de la Marche Mondiale des Femmes.

La finalisation du Plan stratégique des nos actions des 2007 à 2010 a été une des tâches les plus importantes de cette période. Ce Plan a été envoyé à toutes les Coordinations nationales et il se trouve sur notre site web.

Nous avons participé activement du Forum Social Mondial qui s'est déroulé au Kenya au mois de janvier, 2007 et au Forum pour la Souveraineté alimentaire - Nyéléni, qui s'est déroulé au Mali, en février, 2007.

De nombreuses coordinations nationales demeurent actives et nous racontent comment elles ont réalisé leurs actions. Le 8 mars 2007, des milliers de femmes sont

descendues dans la rue et les activistes de la Marche Mondiale de Femmes ont réalisé et organisé de nombreuses actions et manifestations avec d'autres groupes de femmes.

Au Pakistan, les femmes ont manifesté contre les lois discriminatoires et la violence contre les femmes, en exigeant, particulièrement, justice et punition pour les cas de viol. Elles sont retourné dans la rue le 8 mars pour manifester leur solidarité avec les femmes et les peuples de l'Irak, de l'Afghanistan et de la Palestine et pour protester contre Bush et son gouvernement militaire et impérialiste.

La Marche Mondiale des Femmes du Maroc a repris son organisation lors des actions de 2005. Le 8 mars, elles ont fait une grève de la faim et un sit-in devant l'Onu pour demander l'annulation du jugement final qui a condamné à l'exécution trois femmes irakiennes détenues avec leurs enfants à Bagdad, ainsi que la fin de

l'occupation militaire en Irak.

En Algérie, les femmes ont également manifesté leur solidarité avec toutes les femmes qui souffrent d'injustice, comme les Palestiniennes, les Libanaises, les Irakiennes, les Iraniennes et les Sahraouies.

Au Burkina Faso, la Marche s'est jointe aux manifestations pour la fin de l'impunité dans les cas de violence contre les femmes, qu'elles touchent des jeunes-filles enceintes répudiées par leurs parents ou des vieilles femmes qui sont vues comme des sorcières "mangeuses d'âmes" dans leurs communautés.

Au Burundi, les drapeaux du 8 mars ont été la lutte pour que le code pénal considère toutes les formes de violence contre les femmes et pour assurer aux filles les mêmes droits aux héritages.

Au Pérou, les femmes de Lima, Piúra et Arequipa ont exigé du président de la république des actions concrètes envers une démocratie sans discriminations, au moyen de changements politiques, économiques, du droit à l'avortement et de la fin de la violence

contre les femmes, y compris la lutte contre le trafic de femmes et l'exploration sexuelle.

Au Brésil, le mouvement des femmes s'est mobilisé dans toutes les régions du pays pour se positionner contre la présence de Bush dans le pays, ce qui a provoqué, dans certains lieux, une répression par la police. À São Paulo, la Marche Mondiale des Femmes a organisé une manifestation, qui a réuni 20 000 personnes de plusieurs organisations. Elles ont réitéré que la lutte des femmes pour l'égalité se trouve au centre des luttes pour la transformation de la société, contre l'impérialisme, le racisme et toutes sortes d'injustices.

On sait que beaucoup d'autres manifestations se sont déroulées et on attend des informations, des nouvelles et des photos. Nous sommes en mouvement et, comme le disent nos collègues du Burkina, "la bataille se poursuit toujours"

São Paulo, mai 2007



Manifestations de 8 mars à travers le monde :
Brésil(A), Burkina Faso (B), Maroc (C) e Pérou (D)

La 6e Rencontre internationale de la MMF en juillet 2006 à Lima, Pérou, en présence de 51 déléguées de 29 pays, a été un moment clé de notre planification stratégique. Nous avons décidé de quatre champs d'action pour la prochaine période: la violence envers les femmes comme outil de contrôle de nos vies et de nos corps, la paix et la démilitarisation, le travail des femmes, le bien commun et l'accès aux ressources, ainsi que leurs objectifs politiques. Tout cela est bien décrit dans le dernier Bulletin de liaison paru en octobre 2006. On y retrouvait également des propositions d'actions internationales et d'alliances.

Le Comité International (CI) qui s'est réuni à São Paulo, Brésil, du 10 au 13 décembre 2006, a complété le Plan, en détaillant les résultats visés, les actions internationales, l'échéancier, les responsables, de même que des suggestions d'actions nationales et régionales. Le Plan complet a été envoyé aux Coordinations Nationales et il est accessible sur notre site web (section qui nous sommes)

Le processus de planification stratégique a duré une année et demie: de la première réunion du Comité International (CI) à Dakar en octobre 2005, à la dernière réunion du CI à São Paulo. Par ailleurs, lors de la Rencontre de Lima, nous avons consulté les groupes participants et les Coordinations Nationales (CN).

La force de mobilisation de la Marche Mondiale des Femmes est directement liée à la capacité des groupes participants à faire le lien entre les ordres du jour international, national et local. Par conséquent, les propositions d'actions et le contenu politique qui les orientent doivent être conçus de façon à faciliter ou à renforcer ces liens.

Les champs d'action ont été définis en fonction des préoccupations et des actions déjà réalisées par les CN. Nous poursuivons en ce sens pour construire des stratégies concrètes et des propositions d'action. Nous voulons soutenir la relation entre le CI et les CN, mais aussi entre les différents CN. Nous

allons identifier et publiciser leurs actions par champs et donc, favoriser les échanges d'évaluations et d'analyses entre les CN qui travaillent sur un même sujet tout en alimentant l'ensemble de la MMF.

Nous voulons aller plus loin que de simplement situer les impacts sur la vie quotidienne des femmes des politiques globales (comme les traités de libre échange, la militarisation, etc...). Nous voulons que les résistances et les alternatives que les femmes construisent au niveau local soient à la base de nos propositions et stratégies globales.

Nous ne hiérarchisons pas la réflexion et l'action. Nous ne souhaitons pas les figer comme des moments séparés dont la responsabilité est assumée par différentes femmes. Nous voulons approfondir nos analyses autour des quatre champs d'action proposés. Nous envisageons ce processus d'abord comme un échange entre nous et ensuite, entre nous et nos alliées. Nous souhaitons expérimenter nos arguments dans des actions concrètes permettant de contester le statu quo, d'évaluer ces actions, de systématiser nos apprentissages et ainsi, d'enrichir nos analyses. Nous souhaitons aussi nous donner des moments de réflexion et d'études, car nous voulons apprendre de l'histoire et de la théorie féministe.

Dans notre plan stratégique, nous nous proposons de renforcer nos alliances avec d'autres mouvements sociaux et féministes et d'apprendre les uns des autres. Nous proposons pour l'ensemble de la MMF des concepts, principes ou évaluations formulés par d'autres mouvements et nous les refaçonnons selon une vision et une pratique féministe et avec des femmes de la base. Nous travaillons aussi pour que nos interactions entraînent des changements chez les mouvements qui sont nos alliés.

Nous voulons également construire une identité commune de plus en plus forte dans l'analyse et les actions en vue de renforcer notre pouvoir collectif et d'atteindre nos objectifs.

La Marche lance ses propres appels à l'action au niveau national, régional ou mondial. Par ailleurs, tout comme le souhaitent les CN et les mouvements alliés, nous voulons assurer la présence de la MMF lors de mobilisations et de dates communes aux mouvements féministes. Le CI s'engage à diffuser des appels à l'action qui expriment la vision de la MMF, alimentent les CN et répondent à la conjoncture globale.

Alors, nous vous invitons toutes à lire le plan stratégique, à en débattre avec vos groupes et vos Coordinations Nationales et à nous communiquer vos commentaires et vos réactions. Mais surtout, nous aimerions savoir comment vous pensez développer ce plan dans votre travail.

FORUM SOCIAL MONDIAL – NAIROBI 2007

CHANGER LA VIE DES FEMMES – CHANGER LE MONDE

Du 20 au 25 janvier 2007 avait lieu à Nairobi, Kenya, la 7e édition du Forum Social Mondial. Il s'agissait du premier forum mondial à avoir lieu sur le continent africain. Il y a bien sûr eu le forum polycentrique à Bamako en 2006 mais celui de Nairobi était le premier Forum Social Mondial unique tenu en sol africain. Voici un compte-rendu sommaire de ce dernier forum et les questions qu'il a soulevées.

Commençons tout d'abord par parler des activités que la Marche Mondiale des Femmes a organisé dans le cadre de ce 7e Forum Social Mondial. Nous savions, dès le départ, que le fait de ne pas avoir de Coordination Nationale au Kenya pour travailler sur le terrain à l'organisation de nos activités et la réalisation du Forum était problématique. Nous avons heureusement pu avoir le concours d'une jeune femme membre d'un groupe de jeunes militantes féministes qui font des interventions théâtrales sur divers sujets importants pour la société kényenne s'appelant les 5 C (pour 5 siècles de colonialisme). Grâce à leur travail, la délégation de la Marche incluait des femmes des quartiers les plus pauvres de Nairobi et cela a permis de créer la base pour former une coordination de la Marche au Kenya. Nous avons été visibles tout au cours du forum avec un foulard mauve reprenant notre slogan de Changer le monde/Changer la vie des femmes.

Nous souhaitions profiter du FSM pour donner une voix au mouvement des femmes en Afrique et renforcer son lea-

dership au sein de la Marche Mondiale des Femmes. Il y avait des femmes de la Marche d'environ 10 pays africains présents au FSM. Une réunion a été tenue pour permettre de rencontrer les femmes du Kenya intéressées à participer à la Marche et proposer une façon de poursuivre le travail au niveau régional.

Nous avons tenu des ateliers pour parler de migration et violence envers les femmes; présenter ce qu'est la souveraineté alimentaire et renforcer la nécessaire alliance entre les femmes du monde rural et du milieu urbain; aborder les questions liées au travail et, de façon plus générale, comment la Charte mondiale des femmes pour l'humanité peut servir pour construire les alternatives souhaitées par plusieurs mouvements sociaux. La Charte qui a fait le tour du monde et la courtépisode de la solidarité ont été présentées au FSM.

Sur la question de la paix et la dé-militarisation, question cruciale pour le continent africain et les Africaines, les femmes de COCAFEM de la région des Grands Lacs africains (la coordination sous-régionale de la Marche Mondiale des Femmes) ont participé à une caravane partie du Burundi à laquelle des femmes de la République Démocratique du Congo et du Rwanda se sont jointes. Il y a ainsi 4 femmes de la Marche provenant de la région des Grands Lacs qui ont participé pour la première fois au FSM, après un trajet d'une durée de 3 jours, et ont pu y parler de la question de l'engagement des femmes de leur région dans la construction de la paix et

la lutte à la militarisation. Elles ont profité de cette caravane pour renforcer les liens entre les sociétés civiles de ces pays respectifs et mettre les femmes à l'avant-plan.

Rendues sur place, elles ont participé avec l'ensemble de la délégation de la Marche aux activités organisées par un réseau allié, Femmes de paix autour du monde. Ces dernières nous ont invité à travailler plus étroitement à rendre la question de la paix et de la démilitarisation visible à l'intérieur du FSM. De nouvelles alliances ont aussi été créées et d'autres renforcées via la participation à un Forum sur la mondialisation et le travail, le Forum sur la diversité et la participation à l'organisation de l'assemblée des mouvements sociaux.

Le défi de réaliser l'événement mondial du FSM en Afrique était très grand : le FSM devait permettre de rejoindre un maximum d'organisations africaines et de mouvements sociaux et leur donner l'occasion de travailler ensemble et de créer ou renforcer des liens dans l'action; il devait aussi se situer en continuité avec les FSM préalables cherchant à identifier les alternatives communes à la construction de cet autre monde.

Plusieurs inquiétudes ont été exprimées durant le FSM et lors de la rencontre du Conseil international qui a suivi concernant la question de l'accessibilité du forum dans son sens large et plus particulièrement aux personnes les plus pauvres. Le coût

d'inscription pour les individuEs représentait, pour la majorité de la population du Kenya, l'équivalent d'une semaine de salaire. Ce prix avait déjà été négocié à la baisse par le comité organisateur mais des exigences de rentabilité économique du FSM qui accumule des déficits depuis quelques années ont eu préséance. De même, la question de la sécurité des participantEs a été invoquée pour justifier le choix du lieu du forum dans un endroit éloigné du centre ville ce qui rendait le forum encore plus inaccessible.

L'incohérence d'avoir, comme dans plusieurs forums précédents, de grandes transnationales finançant le forum ou l'utilisation de traiteurs très dispendieux pour tenir les kiosques de nourriture a été dénoncée. Tout cela renchérit les critiques de la commercialisation accrue du forum. Il nous faut apprendre des leçons des forums préalables et s'assurer que le forum soit collé aux réalités du pays où le forum a lieu et les luttes qui y sont menées.

Malgré ce sombre portrait, nous avons vécu de magnifiques rencontres et créé des liens avec des groupes et plusieurs femmes et hommes tout au cours de cette 7e édition du Forum Social Mondial. Nous avons pu établir des contacts importants pour la Marche en Afrique, faire de nouvelles alliances avec des groupes féministes et des groupes appartenant à des mouvements sociaux avec qui nous souhaitons poursuivre la route et approfondir nos réflexions et nos luttes. Nous avons tout de même la responsabilité d'approfondir la nécessaire réflexion sur le futur de cet outil qu'est le Forum Social Mondial pour accroître notre lutte contre les causes de la pauvreté et la violence envers les femmes. Comme Marche Mondiale des Femmes, nous continuons cette réflexion et voulons donner au processus du forum et au Réseau mondial des mouvements sociaux qui en a émergé, un nouveau souffle pour que ces outils remplissent notre désir de changer le monde.



Assemblée des mouvements sociaux lors du FSM Nairobi

FORUM NYÉLÉNI SUR LA SOUVERAINETÉ ALIMENTAIRE

La souveraineté alimentaire est le droit des peuples et des gens à définir comment produire leur nourriture, en respectant la nature et en s'assurant que tout le monde ait accès à une alimentation saine et en accord avec leurs cultures.

Pour assurer ce droit, le Forum Nyéléni sur la Souveraineté Alimentaire s'est déroulé du 23 au 27 février 2007, à Sélingué, au Mali, en Afrique.

Plus de 500 représentantes et représentants venus de plus de 80 pays et d'organisations de paysans, de fermiers, de pêcheurs traditionnels, de peuples autochtones, de sans-terres, d'ouvriers agricoles, de migrants, de pasteurs, de femmes, de jeunes, de consommateurs, d'écologistes et de syn-

dicats urbain ont participé au Forum qui a été convoqué par la Marche Mondiale des Femmes, Via Campesina, Les Amis de la Terre International et d'autres organisations.

Des activistes de la Marche Mondiale des Femmes du Brésil, du Chili, du Pérou, du Mexique, du Québec, de la Galicie, de la Turquie, de l'Inde, du Philippines, du Guatemala, du Pays Basque, d'Algérie, de l'Iran, du Burkina Faso et du Mali ont participé du forum.

Les principaux objectifs des discussions ont consisté à renforcer les alliances entre les mouvements et les différents secteurs en vue de créer des stratégies communes de lutte pour le droit à la souveraineté alimentaire. On trouve ses objectifs dans plusieurs thèmes: commerce international et commerces locaux,



Lecture de la déclaration des femmes lors de la clôture de Nyéléni

technologie, accès aux ressources naturelles; droit à la terre et modèles de production.

À la fin, une déclaration de Nyéléni a été élaborée. Elle exprime la certitude que la souveraineté alimentaire "nous donne l'espoir et le pouvoir de préserver, de récupérer et développer notre savoir et notre capacité de production alimentaire", et il s'agit également d'une stratégie de résistance et de démantèlement du commerce et des modèles alimentaires qui nous sont imposés. La souveraineté alimentaire implique des nouvelles relations sociales sans oppressions et inégalités entre les femmes et les hommes, les peuples, les groupes ethniques, les classes sociales et les générations.

L'espace du Forum a permis d'approfondir collectivement le concept de souveraineté alimentaire, ainsi que l'importance d'en faire un fer de lance politique et de définir des actions concrètes qui puissent intensifier la lutte contre l'organisation actuelle des marchés agricoles, contre les entreprises transnationales qui ont le contrôle de toute la chaîne alimentaire, de la production de graines, des pesticides, du commerce agricole et du commerce international.

Un des sujets les plus importants a été l'affirmation de la critique des agrocombustibles, qui sont présentés comme une panacée aux problèmes de changements climatiques mondial à cause de l'utilisation des combustibles fossiles, mais qui, en réalité, impliquent une dangereuse augmentation de la monoculture de la canne à sucre et des graines oléagineuses comme le soja.

Avant le Forum Nyéléni, l'organisation avait convoqué une Rencontre des femmes,

le 22 février. Lors de cette rencontre, les participantes ont partagé des expériences sur les luttes des femmes maliennes pour la Souveraineté alimentaire, ainsi que des éléments d'un regard féministe sur le thème. On peut mettre ici en évidence les deux idées les plus fortes: reconnaître la contribution et le savoir des femmes pour l'agriculture (le symbole de Nyéléni nous aide dans ce sens) et assurer l'accès des femmes à la terre, en élevant les barrières légales et en contestant l'expansion des monocultures et de l'organisation actuelle des marchés agricoles.

Les femmes se sont organisées en petit groupes pour discuter d'un point de vue féministe chacun des thèmes débattus pendant Nyéléni vue de présenter une position plus solide lors de leur participation au Forum.

La Déclaration des femmes pour la souveraineté alimentaire réitère la détermination des femmes à lutter pour changer le monde capitaliste et patriarcal qui défend le marché et pas les droits des gens, et qui considère l'alimentation, l'eau, le savoir des peuples et le corps des femmes comme des marchandises.

Le Forum Nyéléni s'est avéré une expérience de vie en communauté, un exercice de solidarité, de partage des tâches et d'échange de savoirs sur la production alimentaire et d'interaction avec la culture du Mali. Nous avons laissé ce pays plus fort pour continuer la lutte pour la souveraineté des peuples et l'autonomie des femmes dans une synergie entre femmes de la campagne et de la ville.

Pour lire plus www.nyeleni.org ou dans le web site de la MMF

UNE PHILIPPINE GAGNE UN PROCÈS CONTRE UN MILITAIRE AMÉRICAIN

Le 4 décembre 2006, un tribunal régional déclarait le caporal suppléant américain Daniel Smith «coupable hors de tout doute raisonnable» d'avoir violé «Nicole», une jeune femme de 22 ans, le 1er novembre 2005 dans une camionnette en mouvement sur le Subic Bay Freeport et le condamnait à 40 ans d'emprisonnement. Pendant que «Ni-

cole» versait des larmes de joie et de soulagement à l'intérieur du tribunal, des centaines de personnes qui avaient tenu une vigile à l'extérieur au cours de la nuit précédente manifestaient bruyamment leur enthousiasme. Des milliers d'autres, qui attendaient des nouvelles par la radio et la télévision, réagissaient de diverses manières. Une parti-

sane a immédiatement commandé de la pizza pour tout ses collègues de bureau. Par contre, beaucoup se sont déclarées insatisfaites de l'acquittement par manque de preuves des trois autres accusés, des militaires américains qui regardaient et encourageaient Daniel Smith pendant qu'il commettait son crime.

Cette bataille s'est avérée difficile dès le début. Il ne s'agissait pas seulement d'une femme inconnue portant plainte pour viol contre des ennemis très puissants. C'était également une question de souveraineté. Les quatre soldats américains accusés étaient protégés par le Visiting Forces Agreement (VFA) qui octroie au personnel américain des avantages déraisonnables: la garde du détenu est confiée aux Américains et la cause doit absolument être résolue en moins d'une année. Les cas de viols impliquant des militaires américains durant la période où des bases militaires américaines étaient installées aux Philippines auraient atteint le nombre incroyable de 3 000. Aucun de ces cas ne s'est jamais rendu devant les tribunaux. La scène du crime est une ancienne base militaire américaine où la prostitution sévit, minant de ce fait la crédibilité des victimes. Pour couronner le tout, la majorité des accusateurs publics, y compris le Secrétaire du ministère de la Justice lui-même, étaient plus intéressés à maintenir de «bonnes relations» avec les États-Unis qu'à défendre une Philippine victime de violence.

Mais «Nicole» et sa famille ont traversé la tempête et toutes les insultes publiques proférées par de présumés protecteurs gouvernementaux n'ont pas réussi à les détourner de leur but. La mère de la victime a même dénoncé des offres de bradage. Des avocates féministes compétentes, en collaboration avec un juge régional indépendant, ont éventuellement mené au veredict de culpabilité.

Task Force Subic Rape (TFSR)*, un réseau informel d'une quinzaine d'organisations comprenant des membres de la Marche Mondiale des Femmes des Philippines ont organisé diverses formes de soutien:

1. Présence quotidienne au cours de la difficile période du procès, protection physique de «Nicole» de l'ingérence des médias et des curieux;
2. Publicité auprès du public, soutien élargi et continu par le biais d'une campagne

- d'éducation et d'information, organisation de manifestations dans différents endroits;
3. Surveillance des manigances des procureurs publics pour «liquider» la cause et dénonciation de la partialité évidente du ministère de la Justice et de ses procureurs qui prenaient parti pour les militaires américains plutôt que pour la victime;
4. Sensibilisation à l'aspect sexospécifique de la cause.
5. Sensibilisation du public quant au caractère partisan et aux dispositions astreignantes du VFA, y compris celles qui minent la souveraineté du pays;
6. Établissement d'un lien entre le problème des viols et le VFA qui permet aux troupes américaines d'entrer dans un pays et expose les femmes à de potentielles agressions sexuelles et physiques;
7. Implication dans la lutte de personnalités juridiques, notamment: un ancien vice-président, un ancien sénateur et secrétaire des affaires étrangères, d'anciens membres du Cabinet, un ancien président d'université, des représentants au Congrès, des dirigeants religieux, des professeurs et des universitaires, des religieuses et des prêtres, des artistes et des personnalités d'ONG.

La cause Subic Rape est historique parce que c'est la première fois qu'un militaire américain est traduit devant un tribunal. C'est également une cause importante en ce qu'elle force la mise en application de la loi anti-viol en vue de renforcer les droits humains des femmes et qu'elle permet de mettre à l'épreuve l'exercice de la souveraineté dans un crime impliquant le VFA.

Mais la cause est loin d'être terminée. Smith a interjeté appel et il est confiné à l'intérieur de l'ambassade américaine, techniquement, hors des Philippines. Et quelle que soit l'issue juridique de cette cause, la lutte contre le viol et les autres agressions criminelles contre les femmes liées à la guerre est également loin d'être terminée.

IMPORTANTS RECLS POUR LES FEMMES AU QUÉBEC ET CANADA

DES COORDINATIONS NATIONALES APPUIENT LA LUTTE DU MOUVEMENT DES FEMMES

En novembre 2006, le mouvement des femmes du Québec et du Canada lançait un urgent appel à la solidarité de la MMF en demandant aux Coordinations Nationales d'interpeller le Premier ministre du Canada, M. Stephen Harper, pour dénoncer plusieurs décisions de son gouvernement allant à l'encontre des droits des femmes. Vous avez été nombreuses à répondre à l'appel ! Des Coordinations Nationales de 14 pays des Amériques, de l'Afrique, de l'Asie, de l'Europe et du Moyen Orient ont envoyé des lettres à Harper et aux ambassades canadiennes situées dans leurs pays : Argentine, Brésil, Bolivie, Chili, Danemark, France, Galice, Haïti, Liban, Mali, Mexique, Pays Bas, Philippines et Portugal. Cinq femmes ayant gagné le Prix Nobel ont aussi appuyé notre lutte : Wangari Maathai, Kenya (prix Nobel 1992) ; Betty Williams et Mairead Corrigan Maguire, Irlande (prix Nobel 1976) ; Shirin Ebadi, Iran (prix Nobel 2003) ; Rigoberta Menchu Tum, Guatemala (prix Nobel 1992) ; Jody Williams, États-Unis (prix Nobel 1997). Cet appui nous a vraiment fait chaud au cœur !

Rappelons qu'en septembre 2006, le gouvernement du Canada a complètement modifié Condition féminine Canada, un programme initialement voué à l'avancement des droits des femmes. Il a supprimé le mot « égalité » de son mandat et changé les règles s'appliquant au financement des organisations de femmes, interdisant désormais l'utilisation de fonds fédéraux pour toutes activités visant à revendiquer des droits et à influencer le gouvernement ! Sur cette même lancée, le gouvernement canadien a coupé de 40 % le budget de fonctionnement de Condition féminine Canada. Cette coupure a eu pour résultat la fermeture de 12 des 16 bureaux régionaux disséminés à travers le Canada. L'accès des groupes de femmes aux services s'en trouve extrêmement limité, particulièrement pour ceux situés dans des régions rurales ou éloignées. Ces décisions s'ajoutent à celle d'abolir le Programme

de contestation judiciaire, un important programme qui a permis à des groupes de femmes d'utiliser la voie judiciaire pour faire valoir certains droits, à l'annulation des ententes avec les provinces pour offrir des services de garde à la petite enfance abordables partout au Canada et à l'absence de volonté de promulguer une loi proactive sur l'équité salariale ! En prenant ces décisions, le Canada renie son engagement à la Convention pour l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDEF).

Ces décisions marquent un virage à droite au Canada et aussi au Québec. Elles risquent d'avoir des impacts extrêmement négatifs pour les femmes du Québec et partout au Canada. C'est la survie même de certains groupes de femmes qui est menacée ! En effet, nous craignons d'importantes difficultés pour les organisations féministes qui oeuvrent pour l'égalité dans les domaines politique et juridique, qui mènent des recherches ou qui revendiquent des politiques et des programmes conformes aux engagements actuels du Canada en matière d'égalité. Les voix des femmes seront moins entendues. La revendication de nos droits demeure pourtant essentielle parce que si les Québécoises et les Canadiennes ont obtenu l'égalité en matière de droits, cette égalité est loin d'être atteinte dans les faits !

Les groupes de femmes à travers tout le Québec et le Canada ont maintenu leurs mobilisations contre le gouvernement Harper. Lors du 8 mars des actions ont eu lieu à la grandeur du Canada. Au Québec, c'est en pleine campagne électorale que les groupes de femmes ont souligné le 8 mars. Les enjeux québécois ont donc été priorisés. Cette campagne électorale a eu pour résultat de renforcer la droite au Parlement du Québec ! Ce qui n'augure rien de bon pour les droits des femmes... La lutte pancanadienne reprendra de plus belle lors de la prochaine campagne électorale fédérale qui s'annonce d'ici quelques mois.

En terminant nous vous transmettons les salutations chaleureuses des groupes de femmes du Québec et du Canada. Merci

pour votre soutien. Votre solidarité nous est précieuse dans ce contexte difficile de montée de la droite auquel nous sommes confrontées.

LE DROIT DE CHOISIR

RÉFÉRENDUM SUR L'AVORTEMENT AU PORTUGAL

Le 11 février 2007, le Droit de choisir est devenu légal pour les femmes du Portugal – l'avortement est désormais légal et sécuritaire. C'est une victoire majeure pour les femmes et les féministes, mais une victoire également pour la démocratie, la justice et toutes celles qui luttent quotidiennement pour le droit de choisir en Irlande, en Pologne, en Argentine, au Brésil et dans tant d'autres pays. Aux femmes et à la Marche Mondiale qui ont envoyé des messages de solidarité et organisé des actions dans leurs pays, merci beaucoup!

Le droit de choisir et le droit à des avortements légaux et sécuritaires est l'une des plus grande lutte que mènent les féministes dans de nombreux pays du monde

entier. C'est un droit enfin reconnu au Portugal, après 30 ans de luttes et le référendum de 1998. Le droit de choisir implique aussi la reconnaissance et le respect de la dignité et des droits humains des femmes.

Il ne faut pas non plus oublier que cet événement constitue également une victoire contre le patriarcat, parce que, comme nous le savons si bien, le contrôle du corps des femmes et de leur capacité à enfanter a toujours été un des plus puissants moyens de contrôler les femmes, en plus d'ouvrir la voie à nombre d'autres formes de violence et d'oppression.

Lors du référendum, le «OUI» au droit de choisir et à la dépénalisation a récolté 59,25 % des voix, contre 40,75 % pour le



Manifestation de solidarité avec les portugaises organisée par la MMF Galice

«NON», avec un taux d'abstention de 56,39 %. En 1998, le «OUI» avait remporté 48,28% des voix (et le «non» 50,07%), avec un taux d'abstention de 68,11 %. Ce changement dans le vote illustre les changements de la société portugaise à l'égard des femmes et le refus de persécuter et juger devant les tribunaux les femmes qui choisissent d'avorter. Et de plus en plus, des hommes ont rallié et défendu notre cause (même si la parité et l'égalité ne sont pas encore conformes à nos souhaits, des étapes concrètes ont été franchies).

Malgré la victoire du référendum, la lutte et le travail sont loin d'être terminés. Immédiatement après l'annonce des résultats, le clan du «NON» - les alliances et les plateformes conservatrices - se regroupaient déjà et s'apprêtaient à tout remettre en question, avec des arguments non pertinents, comme d'habitude. Nous ne pouvons exposer ici tous ces arguments, mais deux d'entre eux concernent l'exigence de counseling obligatoire (comparé à une information permettant de faire un choix libre et éclairé) pour les femmes qui demandent un avortement, et l'objection de conscience (choisie ou imposée par pression) de nombreux professionnels de la santé. Cette possibilité permettrait au clan du «NON» de pouvoir obliger les femmes à retarder/changer leur décision, ou de rendre le processus tellement fastidieux, qu'elles auraient dépassé le délai légal de 10 semaines pour avorter.

La Loi (Decreto N.º 112/X) ratifiée le 8 mars, stipule, entre autres choses: L'avortement n'est pas un crime lorsque pratiqué suite au choix de la femme, jusqu'à 10 semaines de grossesse; il n'existe qu'une seule exigence de consultation obligatoire pour recevoir de l'information sur les procédures et les options; les médecins doivent seulement informer les femmes (en exécutant une liste d'items à être approuvée par le Parlement), déclarer le nombre de semaines de grossesse et sont tenus au secret professionnel; les femmes doivent réfléchir/attendre durant un maximum de 3 jours; il est de la responsabilité des professionnels de la santé et des établissements de respecter les limites de temps.

Par ailleurs, il faut continuer à ré-

fléchir sur le référendum et l'évaluer, y compris les alliances, les mouvements et les arguments utilisés pendant toute la campagne pour le «OUI». Nous avons encore des défis à surmonter, comme l'éducation sexuelle dans les écoles. Nous devons donc maintenir le dialogue et nous questionner de l'intérieur pour pouvoir continuer d'agir ensemble. Un des enjeux à évaluer peut être appelé le «degré de féminisme» ou la «place / visibilité des féministes» durant tout le processus du référendum. Modérer nos discours féministes (pour ne pas trop effrayer les indécis et nous assurer la victoire) a été un choix déchirant (particulièrement pour nous, féministes). Nous ne voulions pas risquer «de mettre indûment en péril un référendum si important pour toutes les femmes par un discours plus féministe».

Tout cela - la victoire du «OUI», la réorganisation du «NON» et de la dynamique des mouvements sociaux - nous incite à ouvrir le débat dans nos mouvements et organisations féministes. D'abord, en redéfinissant nos futures luttes et priorités. Aujourd'hui au Portugal, nous avons le droit de choisir, la violence envers les femmes est un crime public et des quotas sont imposés pour promouvoir la participation des femmes en politique. Nous devons nous assurer de la mise en oeuvre de tous ces droits et toutes ces lois. Mais cela ne suffit pas, nous devons aussi élargir nos luttes et notre base. Le deuxième défi consiste à réfléchir sur la profondeur et l'horizontalité que nous pouvons intégrer dans nos alliances avec d'autres mouvements et comment faire percoler nos valeurs féministes - nous ne voulons pas seulement être avec les autres, nous voulons aussi que les autres soient avec nous.

Nous devons encore une fois ramener au centre de la discussion le fait que le droit de choisir des femmes est un droit qui doit être reconnu et non accordé.

Nous devons exiger d'être de véritables coprotagonistes de ces mouvements et de ces moments historiques.

Nous devons refuser toute forme d'invisibilité ou d'homogénéisation de nos diversités.

CONTRE LE SOMMET DU G8

TOUTES ET TOUS À ROSTOCK !

Du 6 au 8 juin 2007, le sommet des huit grandes puissances mondiales (le G8) se réunira en Allemagne, dans la petite station balnéaire de Heiligendamm, située sur la mer Baltique à 20 kms environ de Rostock. Le Contre-sommet se tiendra quant à lui du 2 au 8 juin, précédé de "Marches contre la pauvreté, la précarité et les discriminations" qui traverseront toute l'Europe à partir de la mi-mai pour converger et rejoindre Rostock le 1er juin. Lors de sa dernière réunion en octobre 2006, la Coordination Européenne de la Marche Mondiale des Femmes a décidé de prendre part à ces Marches.

Contre un G8 illégitime

À ce sommet, les pays du G8 disent vouloir débattre en priorité du réchauffement climatique et de la réduction de la pauvreté en Afrique. Ainsi, les pays qui possèdent plus la moitié des richesses de la planète, polluent le plus et contrôlent le FMI, l'OMC et la Banque Mondiale, vont-ils se pencher sur les fléaux que leur système génère dans le monde entier ! On croit rêver ! Soyons certain-es que toute cette mascarade se terminera, comme d'habitude, par de grandes déclarations d'intention suivies de peu d'effets. Et que bien d'autres sujets seront abordés, tels la croissance mondiale, la stabilité financière, la liberté d'investissement...

Le G8 est le symbole des politiques libérales, associées et irresponsables du point de vue écologique et militariste. Pour y faire face, des dizaines de milliers de gens de la région, de toute l'Allemagne, d'Europe et du monde vont protester et rendre visibles les alternatives à la globalisation. Le Contre-sommet, à quelques kilomètres de la forteresse G8 - une barrière de 3m de hauteur et de 15 km les sépare du reste du monde - débattrà de ses contre-propositions et se mobilisera pour expliquer qu'il existe des orientations autres que celles du G8 pour un autre monde, possible et nécessaire.

De toute l'Europe

Marchons vers Heiligendamm contre la précarisation de nos vies et de nos emplois. Plus il y a de richesses produites en Europe et plus le nombre de précaires augmente. Voilà plus de trois décennies que le chômage de masse et de longue durée est le fait quotidien de dizaines de millions d'hommes et de femmes. En 2000 à Lisbonne, l'Union européenne avait promis le paradis pour 2010. En fait, non seulement le chômage n'a pas baissé mais, par contre, les emplois précaires et sous-payés ont explosé, notamment pour les jeunes, les femmes, les immigré-es. Aux chômeuses et chômeurs "officiels" s'ajoutent les travailleuses et travailleurs pauvres dans les villes et dans les campagnes, celles et ceux de plus en plus nombreux des secteurs informels, les allocataires des seuls minima sociaux, les jeunes qui n'y ont pas droit, les SDF et de plus en plus de retraité-es. La casse sociale généralisée a généré pauvreté et misère au moment même où les profits des actionnaires atteignent des sommets. L'injustice sociale n'a jamais été aussi forte. Contre toutes les formes de précarisation de nos vies et de nos emplois, une seule solution : l'égalité des droits pour toutes et tous : le droit à un revenu qui permette de vivre, le droit à un emploi et à la formation, le droit à la terre, le droit à un logement, le droit à une nourriture saine, le droit à la santé gratuite et de qualité, le droit de circulation et



Fabuleux monde de la résistance
affiche de démonstrations anti-G8

d'installation, le droit à des papiers, le droit à la culture, des services publics garantissant ces droits.

Pour exprimer avec forces ces exigences, des Marches partiront à la mi-mai des quatre coins de l'Europe et à Cologne, en Allemagne, le week-end des 26 et 27 mai 2007, pour rejoindre les "marches-relais" de groupes allemands et arriver à Rostock le 1er juin pour la grande manifestation d'ouverture du 2 juin, et le contre-sommet pendant lequel l'Assemblée des précaires et des sans se réunira.

La Coordination Européenne de la Marche Mondiale des Femmes, signataire de l'appel aux Marches contre la précarité, fera son possible pour qu'un maximum de militantes féministes y participent et puissent, tout au long des étapes, expliquer en quoi les femmes sont particulièrement touchées par la précarité dans leurs vies et leurs emplois.

L'agenda du Contre sommet

- 1er juin au 8 juin : des campements alternatifs se tiendront aux abords de Rostock ;
- samedi 2 juin : grande manifestation l'après-midi à Rostock suivie d'un concert ;

- dimanche 3 juin : journée sur l'agriculture et Assemblée des précaires et des Sans ;
- mardi 5 juin : journée contre le militarisme et la guerre permanente ;
- du mardi 5 juin 17h au jeudi 7 juin 13h : Sommet alternatif en parallèle au sommet officiel avec pour thèmes principaux, la pauvreté, le climat, l'architecture financière et économique internationale, la démocratie et les migrations ;
- mercredi 6 juin : actions de blocage de la zone rouge afin d'empêcher les délégations des 8 de rejoindre Heiligendamm pour l'ouverture du sommet officiel ;
- jeudi 7 juin : manifestation vers la zone rouge et concert final ;
- vendredi 8 juin : journée sur le changement climatique

Pour plus d'infos

<http://anti-g8.effraie.org>

<http://dissentnetzwerk.org/node/49>

www.heigendamm.de

PROCHAIN NUMÉRO:

V Congrès de l' Union des Femmes Sarahuies

VI Rencontre Hemisphérique contre les TLC's et pour l' Intégration des Peuples

et d' autres.

Comité International de la MMF:

Miriam Nobre (Secretariat International), Nana Aicha Cissé et Wilhelmina Trout (Afrique), Jing Ynares et Saleha Athar (Asie), Farida el Nakash (Moyen Orient), Rosa Guillén et Maria del Rosario Quispe (Amériques), Celina dos Santos et Nadia de Mond (Europe).

Secretariat International - MMF

Rua Ministro Costa e Silva, n° 36, Pinheiros
São Paulo - SP - Brasil
Cep: 05417-080

Tel e fax: 55 11 3819-3876
e-mail: info@marchemondiale.org
site : www.marchemondiale.org

Élaboration des textes de ce numéro:

Celina dos Santos, Diane Matte, Jing Ynares, Michèle Asselin, Miriam Nobre, Nelly Martin, Rosa Guillén, Sandra Trottier

Traduction et revision:

Alionka Skup, Elise Boyer, Gissy Cedamano, Graziela Schneider, Magaly Skup, Márcia Macedo, Michele Briand, Nicole Kennedy

Photos: Bárbara Legault, Nicolas Sersiron, Archives Marche Mondiale des Femmes

Illustration: DISSENT NETWORK

Édition: Luciana Nobre

São Paulo, mai 2007